

## FICHE AMENDEMENT

**Proposition d'amendement à l'article 14 de la partie II de la Constitution, relatif à « l'espace de liberté, de sécurité et de justice »**

**Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.**

**Qualité : Membre titulaire**

---

Rédiger cet article ainsi :

*« Article 14 : coopération judiciaire en matière civile*

- 1) L'Union développe une coopération judiciaire en matière civile fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires, **y compris les actes authentiques**. Cette coopération inclut l'adoption des mesures de rapprochement des législations nationales susceptibles d'avoir une incidence transfrontalière.
- 2) A cet effet, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre visant entre autres à assurer :
  - la reconnaissance mutuelle entre les Etats membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires et leur exécution ;
  - la signification et notification transfrontalières des actes judiciaires et extrajudiciaires ;
  - la compatibilité des règles applicables dans les Etats membres en matière de conflit de lois et de compétence ;
  - la coopération en matière d'obtention des preuves ;
  - un niveau élevé d'accès à la justice ;
  - le bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les Etats membres ;
  - le développement de mesures de justice préventive et de méthodes alternatives de résolution de litiges ;
  - un soutien à la formation de magistrats et des personnels de justice.
- 3) Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité des lois et des lois-cadre concernant le droit de la famille ; il statue après consultation du Parlement européen. Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre concernant la responsabilité parentale.

---

**Explication éventuelle :**

Cet amendement a pour objet de donner une base juridique expresse pour la reconnaissance mutuelle des actes authentiques.